

Élargissements d'autoroutes TRANSIT dénonce le bar ouvert à la veille des élections municipales

Montréal, le 21 septembre 2017 – À la veille des élections municipales, TRANSIT, l'Alliance pour le financement des transports collectifs, est sidérée de constater que les élus québécois se lancent de nouveau dans la surenchère en annonçant des centaines de millions de dollars pour l'augmentation de la capacité routière. Le succès de la Politique de mobilité durable, qui sera déposée dans 192 jours, dépend d'une utilisation raisonnée des ressources financières de l'État. Rappelons que la cinquantaine de membres de l'Alliance TRANSIT demande un moratoire sur le développement du réseau autoroutier depuis 2011.

Un autre élargissement d'autoroute à Québec

Selon Étienne Grandmont, directeur général d'Accès transports viables, « les autoroutes en milieu urbain n'ont plus de raison d'être en 2017. L'impact sur la santé publique est trop grand pour être ignoré. Le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports doit, en conséquence, plancher sur la conversion de cette autoroute en boulevard urbain pour améliorer la qualité de vie des gens et pour qu'on puisse s'approprier les terrains occupés par l'actuelle emprise autoroutière et en faire des milieux de vie attrayants. »

« Encore une fois, cette annonce de l'élargissement de l'autoroute laurentienne va à l'encontre des cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre énoncées dans la Politique de lutte aux changements climatiques ainsi que des objectifs de réduction de notre dépendance au pétrole (Politique énergétique 2030). C'est complètement incohérent. Le ministre Lessard doit revenir sur cette décision » déclare Steven Guilbeault d'Équiterre.

Un boulevard urbain ou le prolongement de l'Autoroute 19 pour la région montréalaise ?

Le ministre Laurent Lessard a fait savoir cette semaine dans une lettre envoyée à sa collègue Marie Montpetit, députée de Crémazie, qu'il « privilégie l'option d'un boulevard urbain avec aménagements de type autoroutier » pour répondre « aux préoccupations des communautés touchées par ce projet ».

Coralie Deny, directrice générale du Conseil régional de l'environnement de Montréal, se questionne : « Comment peut-on accoler deux concepts d'aménagement et de transport si différents : un boulevard urbain et une autoroute ? » Elle ajoute que « dans un tel projet, la demi-

mesure n'existe pas. Nous espérons que le choix ira du côté du boulevard avec un déploiement massif des transports collectifs dans cet axe afin de répondre au besoin de mobilité de la population. »

TRANSIT a espoir que la future Politique de mobilité durable fera disparaître toute ambiguïté à cet égard.

Assurons le succès de la Politique de mobilité durable

« Les citoyens recherchent des solutions de mobilité à long terme; pas des grandes annonces dont les effets sont à courte vue », déclare Philippe Cousineau Morin, directeur de Trajectoire Québec. « La Politique de mobilité durable en cours d'élaboration doit corriger cette situation. Mais, ce sera bien difficile si on dilapide d'avance les fonds publics, sachant que le transport collectif est complètement sous-financé depuis des décennies. »

« Depuis 2008, Québec a investi des sommes records pour augmenter la capacité routière alors qu'on sait que partout sur le territoire, le réseau routier nécessite des investissements majeurs pour son entretien. Et là, on annonce des investissements supplémentaires pour agrandir les routes. Où le gouvernement puise-t-il cet argent? » s'interroge Christian Savard, directeur général de Vivre en Ville. « Les critères de sélection des projets de mobilité qui devront être inscrits dans la Politique ne favoriseraient en aucun cas une augmentation de la capacité routière pour du navettage quotidien », rappelle monsieur Savard.

-30-

À propos de TRANSIT

La mission de TRANSIT est de favoriser le développement et l'amélioration des services de transports collectifs au Québec, en s'assurant qu'ils reçoivent le financement nécessaire pour permettre au plus grand nombre possible de citoyens d'en bénéficier. Depuis sa création en août 2011, TRANSIT publie des rapports d'analyse et fait état de plusieurs recommandations pour pallier la crise des transports et aider le gouvernement et les organisations de transports collectifs à atteindre leurs objectifs d'achalandage d'ici 2020.

Source

Samuel Pagé-Plouffe

Cell : 514.714.6762

info@transitquebec.org